

De l'esprit de défense à la culture de la résilience...

Autor(en): **Dupuy, Emmanuel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2012)**

Heft 2

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-514645>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



La « défense » d'aujourd'hui n'est plus celle des frontières du territoire national. Ces notions sont moins évidentes et compréhensibles pour le citoyen ou pour le contribuable.

Politique de sécurité

De l'esprit de défense à la culture de la résilience...

Emmanuel Dupuy

Chargé d'études à l'Institut de recherches stratégiques de l'Ecole militaire (IRSEM), Paris

Si la défense militaire pèse moins sur le citoyen en raison de la réduction du volume des armées, de nombreux autres domaines dépendent de l'existence d'un réflexe de défense pour qu'on puisse maîtriser les désordres qui s'y produisent.¹

La société moderne est dominée par une technique qui règle, de plus en plus, ses modes de vie. Une technique complexe et donc fragile et qui, par là même, fragilise les secteurs dans lesquels elle intervient. La sécurité de ceux-ci devient donc une préoccupation essentielle non seulement des pouvoirs publics mais aussi de la population. Deux phénomènes, en apparence contradictoires, se développent actuellement dans la plupart des Etats.

Le premier est celui d'un individualisme exacerbé qui ne connaît plus de limite avec l'apparition des moyens de communication qui permettent à l'individu de s'exprimer sans contrainte mais l'isolent du dialogue avec l'autre. Cela explique le sentiment de solitude et de désintéressement que paraît manifester la jeunesse par rapport à un engagement envers la collectivité nationale. En revanche, il faut constater que, sous cet individualisme, la jeunesse a conservé tout un potentiel de générosité qui ne demande qu'à se dévouer au service des autres. Les associations à caractère humanitaire ne manquent pas de bénévoles, les catastrophes naturelles provoquent des élans de solidarité qui se traduisent par des engagements physiques et non, seulement, monétaires.

¹ L'auteur est, par ailleurs, « mis à disposition » du Député-maire de Saint-Mandé, M. Patrick Beaudoin, chargé par le Président de la République, de lui remettre un rapport portant sur lien entre civisme, citoyenneté et l'esprit de défense. Il a également participé à la rédaction de l'étude « Sensibiliser et former aux enjeux de défense et de sécurité nationale : quelle mission pour l'enseignement supérieur ? » rédigée sous l'égide du Médecin général Pierre Jeandel, Président de la Commission Armées - Jeunesse (janvier 2009 - mars 2010).

L'esprit de défense

L'esprit de défense, entendu au sens le plus large du terme de l'engagement dans la sécurité nationale à la solidarité contre le malheur est toujours présent au plus profond des hommes et des femmes d'aujourd'hui.

Pour le rendre effectif, il faut qu'il soit enseigné, d'abord, offert ensuite comme un engagement volontaire et désintéressé au service de la Nation, de la communauté des citoyens et à celui des déshérités du monde.

Tout cela débute par un constat simple : si les politiques publiques de sensibilisation et d'accès au civisme, et de valorisation de celui-ci sont bien en place, elles sont néanmoins dramatiquement dispersées, sans véritable ossature politique, ni réelle architecture ordonnée.

Tous les moyens existent pourtant pour réaliser la cohésion entre les citoyens mais, si nous avons à notre disposition une merveilleuse « boîte à outils, » pour fabriquer le lien entre les citoyens, l'on a pas voulu ou su vraiment comment s'en servir réellement.

Aussi convient-il de mettre en exergue les piliers fondamentaux de notre République que sont la Liberté, l'Egalité, la Fraternité, la Laïcité auxquels il convient d'ajouter la Démocratie, éléments moteurs du « vouloir vivre ensemble » et de la mise en exergue du sens de l'intérêt général ; éléments fortement mobilisateurs pour la jeunesse, en particulier dans un contexte où le brassage et la cohésion nationale doivent d'avantage être multi-générationnels, multiculturels et de facto caractérisés par la reconnaissance des droits et des devoirs de chacun à chaque étape de sa vie de citoyen.

Dès lors, le lien « citoyenneté - civisme - esprit de défense » nécessite d'affirmer d'emblée, un message politique ambitieux.

Au lien consubstantiel existant entre citoyenneté et civisme, il paraît déterminant d'ajouter la notion d'esprit

de défense, qui participe au maintien du lien entre la Nation et ses forces armées devenues professionnelles.

On ne peut, en effet, se sentir pleinement citoyen si l'adhésion à la Nation évite de poser ce lien Armées-nation.

Construire

Cependant, cette identité nationale, que nous sommes nombreux à vouloir qu'elle s'inscrive spontanément dans chaque parcours individuel s'acquiert, se construit, se comprend et s'entretient.

Renforcer une citoyenneté plus partagée et plus solidaire en s'appuyant sur la notion de « l'esprit de défense. »

Considérer que l'édifice proposé ci-après ne peut être construit qu'en l'associant à l'École où chacun doit trouver sa place et son implication individuelle nécessaire, selon ses propres capacités pour bâtir la cohésion collective.

Si l'école est le rendez-vous obligatoire des quelques 12 millions d'élèves scolarisés en France, il convient de réaffirmer que deux autres éléments structurent l'égalité républicaine réelle : la cohésion familiale et les élus locaux, qui bien souvent constituent les premiers chainons de la relation jeunesse - autorité.

Il convient aussi de rappeler une vérité que d'aucuns n'ont eu de cesse d'oublier, à savoir que l'on ne connaît jamais aussi bien son pays que lorsque l'on a contribué à mieux en comprendre la longue gestation.

La connaissance et la mémoire du passé avec ses ombres et ses lumières, ses moments de détresse et de gloire, sont un point de départ de l'unité de la Nation. *De facto*, on ne saurait défendre un pays que l'on ne connaît pas !

C'est donc bel et bien, aussi, en mettant en exergue les éléments qui « cimentent » le sentiment d'attachement solidaire à la Nation qu'apparaîtront les lacunes qu'il conviendra de combler.

Aujourd'hui

« L'esprit de défense, » en France, demeure une réalité très vivante. Une enquête récente menée auprès de 40'000 jeunes a révélé que 90 % d'entre eux éprouaient du respect, et 66 % de l'admiration à l'égard des « morts pour la France. »

Mais « l'esprit de défense » aujourd'hui, ne s'exprime plus avec les mêmes mots ni à travers les mêmes valeurs qu'hier.

« Patriotisme, » « héroïsme, » « honneur » peuvent sembler appartenir à un passé révolu, au cours duquel se sont illustrées de nombreuses générations du feu, tandis que la défense des droits de l'homme et de la paix mobilisent l'essentiel de l'engagement de la jeunesse d'aujourd'hui qui a la chance de vivre dans une Europe en paix.

Les nombreuses initiatives prises, récemment, en faveur de la mise en exergue de l'engagement des jeunes, au premier lieu desquels la mise en place effective du service civique - agissent comme un véritable révélateur du besoin de reconstruire ce qu'il convient d'appeler l'amalgame ou le brassage républicain qui, depuis la suspension du

Service national, manque d'un lieu, et d'une solennité que de nombreux Français(e)s souhaitent retrouver.

Il est cependant exclu de revenir en arrière, ce qui serait contraire aux principes nouveaux de la stratégie de la France inscrits dans le *Livre Blanc sur la Défense et la Sécurité*, et aller de l'avant tout en mettant en valeur tous les efforts actuels d'acteurs institutionnels ou associatifs pour conserver la cohérence du parcours de citoyenneté.

Il ne s'agit, dès lors, ni de critiquer ce qui existe, ni d'innover à tout prix, ni de chercher à créer de nouvelles structures ou dispositifs mais bien de consolider l'ossature de ce « parcours de vie » permettant au jeune de devenir citoyen.

Il suffit pour s'en convaincre de rappeler :

- Le vote de la loi sur le service civique - définitivement adoptée par le Sénat, le vendredi 26 février dernier ;
- La réforme en cours de la Journée d'Appel et de Préparation à la Défense (JAPD) ayant vocation à se transformer en Journée Défense et Citoyenneté (JDC) ;
- La valorisation du bénévolat, du volontariat associatif et de l'engagement des jeunes, à l'instar de la mise en place de la Plate forme autour du bénévolat international et de la future Agence du Service civique ;
- La nouvelle gouvernance des réserves - quelles soient militaire ou non - opérationnelle ou citoyenne (à l'instar, par exemple, de la réserve dite de la Sécurité nationale en cours de réflexion au niveau du SGDSN), afin de l'ancrer dans le cadre stratégique du besoin d'expertises civilo-militaires révélé par le Livre Blanc sur la Défense et la Sécurité nationale ;
- La montée en charge des réserves civiles (à l'instar de celles mise en places au niveau des ministères de la Justice, de l'Intérieur) afin de se doter des capacités de réponses à des crises ponctuelles - d'ordre pandémiques, environnementales ou cataclysmiques ;
- La mise en place des Cadets de la République, des Cadets de la Défense, la poursuite du développement des établissements estampillés « Défense 2^e chance » gérés par l'Etablissement Public d'Insertion de la Défense (EPIDe) ou encore la création récente des jeunes sapeurs pompiers volontaires à Paris témoignent, aussi, du besoin de promouvoir l'égalité des chances au sein de la police nationale, du ministère de la Défense et au niveau des moyens déjà en place de la protection civile ;
- L'actualisation et l'approfondissement en cours du protocole Education nationale-défense du 31 janvier 2007 tel qu'un certain nombre de travaux de réflexion et de proposition en témoignent - à l'instar du groupe d'experts réunis sous l'égide du Médecin général (2S) Pierre Jeandel, ancien Inspecteur général du Service de Santé des Armées et ancien Président de la Commission Armées Jeunesse ;
- Le « toilettage » sémantique du concept « d'esprit de défense » auquel nous préférons substituer ici le concept de « résilience »² tel qu'il est apparu dans le

² La notion de résilience s'appuie sur la capacité de chaque acteur, qu'il s'agisse du simple individu citoyen, de chaque groupement de personnes ou de chaque institutions et/ou entreprises, de prendre conscience de sa part de responsabilités et de connaître son rôle face

Livre blanc et ce afin de mieux tenir compte du lien avec les Forces armées au sein de la Communauté nationale.

Tous ces éléments mettent ainsi en exergue la réalité de ce concept de sécurité globale, révélé par le *Livre blanc*, né du constat somme toute logique que la défense collective ne découle que d'un sentiment partagé de responsabilités individuelles qu'il convient d'exploiter en l'adaptant à la volatilité des menaces.

Actions

Plusieurs constatations liminaires peuvent ainsi être dégagées. Le premier constat est que le parcours scolaire obligatoire (primaire, secondaire) mais aussi celui, facultatif et volontaire (enseignement supérieur) sont les périodes charnières qui permettent aux individus de devenir pleinement citoyens. L'éducation du plus grand nombre, la transmission à tous de la connaissance, prennent une dimension bien particulière au niveau d'une classe d'âge d'environ 780'000 jeunes.

Le second constat est qu'il est nécessaire que le sentiment de participer au service de l'intérêt général tienne compte de la relative dilution sur le territoire des organes chargés de sa mise en œuvre. Il est indispensable d'aboutir à l'unification des consciences individuelles dans une vision collective du civisme et de l'appartenance à la communauté nationale. Ce tronc commun doit mener à la conscience commune du civisme, de l'appartenance à la communauté nationale et à une citoyenneté réelle et concrète plus active reposant sur la redécouverte de la morale républicaine, sur les conditions du vivre ensemble qui comportent des droits et des devoirs, et sur les vertus du volontariat et du bénévolat...

Le troisième constat nous amène à estimer que le rendez-vous de la Jeunesse avec la Nation doit s'enraciner dans tout le territoire de la République et chez tous les acteurs qui y sont associés (élus, collectivités territoriales, milieu associatif, acteurs économiques et syndicaux).

Le quatrième constat est celui de l'importance du maintien des symboles qui rappellent, en permanence, l'union de la Nation et l'esprit de la République. Ces derniers fondent la « Geste républicaine, » celle qui a accompagné, de tous temps, l'engagement des citoyens. L'hymne national, le drapeau, mais aussi, le rappel des événements qui ont témoigné de l'union de la collectivité des citoyens.

à une agression (avant, pendant et après). Il s'agit donc d'obtenir des comportements face aux événements les plus banals (signalement d'une valise suspecte par exemple), qui doivent faire le lit d'un comportement adapté et responsable en cas de crise grave. On rejoint ici la notion de « défense globale » prônée il y a déjà plusieurs années. Derrière cet enjeu, il s'agit de compenser la disparition du service national qui concernait la classe d'âge 18/24 ans. Se prévaloir d'optimiser la capacité de résilience du pays passe nécessairement par le fait de cibler l'adhésion de la jeunesse. Ceci doit inclure la jeunesse étudiante, vivier des élites et des futurs responsables.

La diffusion du principe de résilience va dans le même sens, car il se fonde sur l'unité spontanée même si elle peut être encadrée de toutes les couches de la population dans la volonté de défense contre toute menace au-delà même de la mise en œuvre des moyens prévus pour y faire face.

Dans son chapitre 18 consacré à l'adhésion de la Nation, le *Livre blanc* souligne ainsi, clairement, l'importance déterminante de la prise de conscience collective, notamment chez des jeunes, de ces enjeux de défense et de sécurité.

Le passage, d'ici 2011, d'une logique de JAPD à celle d'une JDC, rassemblant toute une classe d'âge autour d'un parcours de la citoyenneté et de l'esprit de défense rénové, présente l'avantage, non négligeable : d'associer à ce processus les collectivités locales, en premier lieu desquelles les mairies et les communautés d'agglomérations et regroupements intercommunaux.

De même, la pérennisation des bases de défense, en commençant par les neuf qui se mettent place cette année et la cinquantaine qui devrait voir le jour à partir de 2011, offre, également, un cadre nouveau permettant de re-crée un lien entre les forces armées et leurs environnement économique et social, sensiblement distendu par la suspension du service national en 1997.

Il conviendrait, à cet effet, de s'appuyer sur ces bases de défense. Elles ont vocation à redevenir, dans le contexte de la RGPP, les courroies de transmission et le lieu naturel du dialogue entre l'Armée et les différents acteurs de la société au niveau local : cadres, entrepreneurs, élus.

De facto, le concept d'un triptyque « Mémoire » au sens large du terme, qui comprendrait trois volets prend ici tout son sens :

- La famille, qui permet de transmettre des valeurs, de prendre en compte l'exemplarité des actes de courage et de dévouement des aïeux ;
- La force symbolique des commémorations et célébrations nationales ;
- Le travail de mémoire (réalisation, par exemple, de Chemins de la mémoire s'appuyant sur des travaux historiques et permettant à nos concitoyens de prendre conscience de l'importance de certains lieux qui immortalisent la grandeur de certains sacrifices : Verdun, la Normandie, mais aussi, Auschwitz, le Struthof ou la plateau des Glières...)

Il convient, en outre, de mettre en valeur le second pilier de la conscience de l'appartenance à la communauté nationale, à savoir notre Patrimoine, qui a largement façonné notre culture locale et nationale, à travers ses monuments, ses musées, ses œuvres picturales et son statuaire.

Enfin, la présence de l'histoire comme de la géographie doit être valorisée par l'utilisation de tout le patrimoine, particulièrement riche, de nos communes, départements, régions, de nos archives, de nos musées, de notre littérature.

Conclusions

Le *Livre Blanc* constitue en lui-même une façon différente de penser la défense en lui associant la notion de sécurité nationale. Il est ainsi sans doute plus facile de créer une adhésion de la nation, et de la jeunesse en particulier, à des enjeux de sécurité collective qu'à des enjeux de défense armée d'autant que ces derniers sont, actuellement et depuis plusieurs années, extérieurs au pays.

On rejoint ici la notion déjà ancienne de défense globale ou la notion plus récente de défense en profondeur, qui caractérise le concept de résilience.

Cette notion de résilience induit aussi que les élus (puis par retransmission des connaissances la population française) disposent d'un bon niveau d'information sur les questions de défense.

Par ailleurs, les futures élites peuvent être assez aisément sensibilisées à certains aspects de cette défense en profondeur, en particulier lorsque le risque est tangible dans la filière de formation choisie :

à l'intelligence économique ou à la propriété intellectuelle ;
à la cyberdéfense ou à la protection sanitaire ;

à un degré moindre, quand on évoque la stratégie de défense car elle inclut, à côté de la stratégie militaire, la stratégie économique ou la stratégie industrielle.

Il faut également souligner que les domaines évoqués plus haut font intervenir une notion supra-nationale de ces risques, très proche de la perception mondialiste que peut actuellement avoir notre jeunesse, et son élite en particulier.

Il y a là une difficulté à communiquer et à faire adhérer à des mesures de défense qui restent du niveau national. Dans ce contexte, la perception des armées par cette jeunesse et la société en générale en est faussée.

Elle estime que, par essence, pour les armées, l'enjeu est national ; le métier des armes est sanctuarisé, *a fortiori* depuis la professionnalisation ; le militaire est perçu comme un personnage en marge de la société qui fait un métier « à part » ; la perception de ses missions est erronée en ce qu'elle est essentiellement destinée à maintenir la paix et non à faire la guerre ; la « grande muette » reste une image solidement ancrée dans les esprits.

Il y a donc là un enjeu majeur qui conduit à donner une nouvelle image de la défense en apportant une vision nouvelle sur l'utilité de l'outil défense confié aux armées et sur les compétences des militaires.

Les forces armées doivent conserver toute leur place, essentielle, dans la défense de la nation et toujours indispensable dans notre société.

Un dialogue modernisé entre l'université et l'enseignement supérieur, dont est issu l'encadrement militaire, d'une part, et le monde de l'entreprise, de l'autre, qui a vocation à accueillir plus systématiquement des militaires, doit pouvoir contribuer utilement à ce décloisonnement.

S'il s'établit, ce dialogue permettra de mobiliser au service de l'Esprit de Défense, l'enthousiasme qui, quelles que soient les causes qui le mobilisent, demeure la caractéristique de notre jeunesse.

C'est là une ambition, rendue nécessaire par le délitement d'une partie de notre jeunesse, qui, s'y n'y prenons garde, pourrait remettre en cause durablement les fondements de notre « vivre ensemble. »

Le parcours du civisme, de la citoyenneté et de l'esprit de défense n'est pas à découvrir, il doit être seulement mieux défini et mieux balisé.

C'est dans cet engagement totalement citoyen pour la défense des valeurs de la République, et pour la promotion de tout ce qui constitue son existence, de l'économie au patrimoine culturel, que réside notre identité nationale.

E. D.

La résilience implique l'acceptation de l'effort, sur une longue durée, à l'instar de l'engagement de l'ISAF en Afghanistan.

